

## Zimbabwe/Malgré l'attentat qui a visé son président Harare maintient les élections

AFP

Chitungwiza/Zimbabwe

*Promesse de l'un des deux vice-présidents, Constantino Chiwenga, lui-même légèrement atteint dans cette attaque qui a fait au moins 49 blessés au total.*

LES autorités du Zimbabwe ont assuré hier que l'attentat à l'explosif inédit qui a visé la veille une réunion de campagne du président Emmerson Mnangagwa n'empêcherait pas la tenue dans un mois des premières élections de l'ère post-Robert Mugabe.

Un engin non identifié a explosé samedi après-midi juste après un discours prononcé par le chef de l'Etat et candidat à la présidentielle – sorti indemne – devant des milliers de ses partisans réunis dans un stade de la grande ville du sud Bulawayo, un fief de l'opposition.

Au moins 49 personnes ont été blessées, certaines grièvement, selon un nouveau bilan donné dimanche par la police. L'attaque, qui n'a fait l'objet d'aucune revendication, a plongé le pays dans l'incertitude, en pleine campagne pour les scrutins présidentiel et législatifs du 30 juillet.

Lui-même légèrement atteint par l'explosion, l'un des deux vice-présidents du pays, Constantino Chiwenga, a affirmé hier que le calendrier électoral serait maintenu.

"Que les choses soient très claires, rien m'empêchera la tenue des élections au Zimbabwe, rien du tout", a-t-il déclaré lors d'un



Photo : AFP

L'attentat de samedi a fait 49 blessés, parmi lesquels les deux vice-présidents...

discours prononcé devant plusieurs centaines de partisans à Chitungwiza, dans la grande banlieue de la capitale Harare.

"Cet acte de terrorisme (...) n'est rien. Il ne dissuadera personne", a assuré l'ancien chef d'état-major de l'armée zimbabwéenne, en promettant que ses auteurs seraient "traqués" par la police et déferés devant la justice. Quelques heures après l'attentat, le président Mnangagwa a accusé, sans les nommer, ses "ennemis mortels" d'avoir voulu l'éliminer. "Il y a déjà eu de nombreuses tentatives", a-t-il déclaré à la télévision. "J'ai l'habitude (...) mais je continue".

**"CRISE INTERNE"** • Agé de 75 ans, Emmerson Mnangagwa a pris les rênes du Zimbabwe après la démission forcée en novembre de Robert Mugabe. Au terme d'un règne sans partage de trente-sept ans, le "camarade Bob" a été lâché par l'armée et la Zanu-PF après avoir démis M. Mnangagwa de ses fonctions de vice-président, sur l'insistance de son ambitieuse épouse

Grace Mugabe.

M. Chiwenga fut le principal artisan du coup de force qui a poussé vers la sortie le nonagénaire Mugabe.

Au lendemain de l'attentat de Bulawayo, les experts privilégiaient la piste d'un règlement de comptes interne au parti au pouvoir.

"Cela ressemble beaucoup à une crise interne à la Zanu-PF", a déclaré à l'AFP Gideon Chitungwiza, du centre de réflexion Political Economy Southern Africa, "la bataille politique pour le contrôle du parti s'annonce longue et difficile".

D'autres rappellent aussi les vieilles rancœurs, jamais éteintes, nées de la terrible répression ordonnée au début des années 1980 par Robert Mugabe contre son frère d'armes devenu rival, Joshua Nkomo.

Ces massacres, pilotés par son ministre de la Sécurité Emmerson Mnangagwa, ont causé la mort d'environ 20 000 civils, pour la plupart de l'ethnie ndebele du sud du pays.

Samedi soir, le chef de l'Etat a appelé la popula-



Photo : AFP

... Le président Emmerson Mnangagwa, lui, en est sorti indemne.

tion au calme et promis que l'attentat n'entraverait pas sa détermination à réformer le pays, sorti économiquement exsangue du règne sans partage de Robert Mugabe.

**"ESCALADE"** • "Nous nous sommes rassemblés en novembre autour d'un rêve, celui d'un Zimbabwe libre, démocratique et prospère", a rappelé M. Mnangagwa. "Certains se sentent menacés par notre politique (...) je vous assure qu'ils ne prévaudront pas".

Son homologue sud-africain Cyril Ramaphosa lui a apporté son entier soutien. "Nous ne laisserons pas le Zimbabwe échouer à cause de ces bombes", a-t-il déclaré hier, dénonçant un acte "barbare et lâche".

Depuis des mois, le président Mnangagwa a promis avec insistance que les élections générales du 30 avril seraient libres, transparentes et honnêtes.

Mais l'attentat de samedi a ravivé dans la population et dans l'opposition le souvenir des violences et des tricheries électorales qui ont entaché l'ère

Mugabe. "Ce qui s'est passé fait vraiment mal", a estimé un habitant de Harare, Philip Muringanwa, "ça montre qu'il n'y a pas du tout de sécurité".

Le vice-président Chiwenga a promis hier que le gouvernement renforcerait la sécurité des candidats qui "ont peur et se sentent menacés" aux scrutins du 30 juillet. Malgré ses assurances, certains redoutent désormais que l'attentat de samedi ne soit le prétexte à une répression contre l'opposition, au nom de la sécurité et de l'ordre.

"Mnangagwa a appelé à la paix et à l'unité plutôt qu'à la revanche", a noté pour l'AFP Knox Chitiyo, du centre de réflexion britannique Chatham House. "Mais de nombreux Zimbabwéens s'inquiètent d'une escalade de la violence".

Sauf énorme surprise, M. Mnangagwa est assuré de remporter la présidentielle face à son principal rival Nelson Chamisa, dont le parti est tiraillé par les divisions depuis le décès de son chef historique Morgan Tsvangirai en février.

### L'Afrique en bref

• **Ethiopie/Politique.** Le bilan de l'attaque à la grenade passe à deux morts

Le bilan de l'attaque à la grenade samedi contre une réunion publique du Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed dans le centre d'Addis Abeba est passé hier à deux morts, a annoncé le ministre de la Santé, alors que la police a procédé à six arrestations.

• **Gambie/Politique.** Hommage présidentiel dans le village endeuillé

Le président gambien, Adama Barrow, a rendu vendredi hommage aux trois manifestants tués lundi dernier par la police en se rendant dans le village de Faraba Banta (ouest) et en appelant ses habitants à témoigner devant la commission d'enquête chargée de faire la lumière sur la journée la plus "triste" de sa présidence.

### A travers le monde

• **Etats-Unis/Migrants.**

Plus de 500 enfants retrouvent leur famille. Le ministère américain de la Santé a annoncé que plus de 500 enfants séparés de leurs parents sans-papiers avaient été réunis avec des membres de leur famille, mais environ 2 000 autres restent éloignés de leurs proches.

• **France/Migrants. Paris n'a de leçons à recevoir de personne"**

Emmanuel Macron a déclaré hier que la France "n'a de leçons à recevoir de personne" sur le dossier des migrants car elle est "le deuxième pays d'accueil des demandeurs d'asile cette année", en réplique aux critiques de Rome sur la position française.

• **Proche-Orient/Conflit.** Le conseiller de Trump a des doutes sur Abbas

Le conseiller du président américain Donald Trump, Jared Kushner (photo), qui effectue une tournée dans la région, s'est interrogé hier sur la capacité mais aussi la volonté du président palestinien Mahmoud Abbas de faire des concessions en vue d'un accord de paix avec Israël.

• **Turquie/Présidentielle.** Erdogan fait la course en tête



Photo : AFP

Le président turc Recep Tayyip Erdogan était hier en tête de premiers résultats partiels publiés après des élections présidentielle et législatives à peine disputées, face à une opposition farouche déterminée à stopper sa course vers davantage de pouvoirs.

## Mali/Violences

### Au moins 32 civils peuls tués dans le centre du pays

AFP

Bamako/Mali

*Un massacre consécutif à une attaque attribuée à des chasseurs traditionnels, les "dozo".*

AU moins 32 civils peuls ont été tués samedi dans le centre du Mali au cours d'une attaque attribuée à des chasseurs traditionnels communément appelés "dozo", a appris hier l'AFP auprès de la plus importante association peule du Mali et d'un élu de la région.

"Ce sont des dozo, des gens habillés en tenue de dozo, qui sont arrivés samedi dans le village de Koumaga, dans le cercle de Djenné (région

de Mopti, centre). Ils ont encerclé le village, isolé les Peuls des autres communautés et, froidement, ils ont tué au moins 32 civils. Dix autres sont portés disparus", a déclaré le président de l'association Tabila Pullaku, Abel Aziz Diallo.

"Les hommes étaient habillés en tenue de dozo, mais on se demande s'ils étaient tous dozo. Ils ont ciblé des civils, il y a des dizaines de civils dont des enfants tués", a déclaré un élu de la région s'exprimant sous le couvert de l'anonymat.

Aucune autorité malienne n'était disponible dans l'immédiat pour commenter ces informations. Les violences se multi-

plient depuis trois ans dans le centre du Mali entre Peuls, traditionnellement éleveurs, et les ethnies bambara et dogon, pratiquant majoritairement l'agriculture. Les Peuls dénoncent régulièrement des exactions à leur encontre, au nom de la lutte contre les jihadistes, de la part de groupes de chasseurs traditionnels, tolérées voire encouragées selon eux par les autorités, ou de l'armée, ce que dément le gouvernement.

Ces derniers mois, les annonces par l'armée malienne de la "neutralisation de terroristes" dans le centre ont souvent été contestées par les organisations de

défense des droits de l'homme et par des habitants, qui dénoncent des exécutions extrajudiciaires.

"Ce qui se passe est très grave. Il faut éviter les amalgames. Ce n'est pas parce qu'on est peul qu'on est jihadiste", a déclaré hier M. Abdel Aziz Diallo. Selon le président de l'association Tabila Pullaku, il avait informé les autorités maliennes de l'imminence de l'attaque et "c'est seulement après les faits que l'armée malienne s'est rendue brièvement sur les lieux".

Les Etats-Unis ont demandé jeudi au Mali de mener une enquête "crédible et transparente" après la découverte de 25

corps dans trois fosses communes dans la région de Mopti et la reconnaissance, par le gouvernement de Bamako, de l'implication de "certains personnels" de l'armée. Le Canada, qui va déployer dans les prochaines semaines quelque 250 Casques Bleus au Mali – un premier groupe est arrivé sur place hier –, et l'Union européenne ont également fait part de leurs préoccupations.

Le Premier ministre malien Soumeylou Boubeye Maïga doit entamer ce lundi une visite en France, à un mois de l'élection présidentielle du 29 juillet.